

Le capitalisme, c'est travailler moins pour gagner plus

Si vous viviez en 1800, il vous aurait fallu travailler en moyenne une heure pour vous payer 10 minutes de lumière artificielle. Cette même heure de travail procure aujourd'hui 300 jours de lumière.

En 1900, s'offrir un kilowatt-heure d'électricité nécessitait une heure de travail. Cinq minutes suffisent dorénavant. Un cheeseburger chez McDonald's coûtait 30 minutes de labeur en 1950. Ce même sandwich coûte désormais trois minutes de votre vie.

Pour Matt Ridley, c'est cette évolution qui illustre la richesse des sociétés modernes. Dans son ouvrage *L'optimiste rationnel* paru en 2010, il évalue la prospérité en fonction des biens et des services que nous pouvons acquérir pour une même quantité de travail. Si le travail est selon les mots de Milton Friedman « le prix pour obtenir les choses que nous voulons », alors le progrès économique a toujours consisté à faire baisser ce prix par l'accroissement perpétuel des gains de productivité. Ceci explique notre capacité à produire toujours plus de valeur en fournissant toujours moins d'efforts.

Les facteurs qui permettent ces gains de productivité n'ont rien de secret. Le premier d'entre eux est la division du travail et l'échange. Pour mieux comprendre l'importance de l'échange, il faut envisager un instant ce qu'impliquerait le fait de vivre en autarcie. Un youtubeur du nom d'Andy George s'est justement livré à cette expérience. Il a tenté de faire son propre sandwich tout seul en recourant le moins possible à l'échange pour chaque ingrédient. Il a fait pousser ses propres légumes, a produit son fromage et son pain. Même en ayant recours à des ustensiles de cuisine, il lui a fallu 6 mois et 1 500 dollars là où quelques euros et quelques minutes suffisent aujourd'hui à acheter un simple sandwich dans un supermarché.

C'est précisément le libre-échange qui nous permet d'obtenir une division du travail toujours plus optimale au fur et à mesure que son échelle s'étend, avec pour effet le recul de la pauvreté. Un deuxième facteur de productivité est bien entendu l'accumulation de capital et le progrès technique. Pourtant ces phénomènes ne cessent d'être dénigrés au nom de la « protection de l'emploi ». La perte d'emplois industriels est vue - à tort - comme un signe d'appauvrissement alors qu'elle ne dit rien sur l'efficacité des structures de production.

Au XIX^{ème} siècle déjà, le mouvement des luddites s'insurgeait contre l'utilisation grandissante des machines qui réduisaient le besoin de main-d'oeuvre dans l'industrie du textile. Aujourd'hui, certains nous promettent de taxer les robots pour compenser les prétendus ravages promis par l'automatisation. Il ne manque plus que les nostalgiques des sociétés paysannes nous proposent de taxer les tracteurs pour compenser les emplois agricoles détruits par l'industrialisation.

Ceux qui émettent ces propositions peinent à comprendre que la mécanisation génère des gains de productivité au profit du plus grand nombre et qui se diffusent principalement par des baisses de prix. Ce processus permet de libérer des ressources humaines et financières pour répondre à d'autres

besoins qui étaient jusque-là trop coûteux à satisfaire. Nos besoins étant illimités, la crainte d'un chômage de masse permanent est infondée pour peu que chacun demeure libre de vendre ses services. Il n'y a donc aucune corrélation entre pertes d'emplois manufacturiers et chômage. Ainsi le Royaume-Uni a visiblement connu ces dernières années des destructions d'emplois industriels supérieures à celles qui ont eu lieu en France et en Italie. Cela n'empêche pas le Royaume-Uni d'afficher un taux de chômage inférieur à 5% quand celui de la France et de l'Italie tourne respectivement autour de 10,5% et 12%.

L'accumulation de capital productif doit donc être acclamée et non diabolisée. Bien sûr cette accumulation nécessite quelques prérequis : un environnement qui préserve les incitations à épargner et à investir. Sauvegarder la rentabilité de l'épargne et de l'investissement implique de baisser les prélèvements obligatoires qui pèsent sur le capital tout en renonçant à maintenir arbitrairement des taux d'intérêts bas. Les politiques fiscales et monétaires actuelle vont dans la direction inverse.

L'ouvrage de Matt Ridley a le mérite de battre en brèche tous les discours pessimistes qui nous promettent une humanité toujours plus décadente quand celle-ci n'a jamais été aussi prospère en raison des facteurs que nous venons de mentionner. Ces progrès n'impliquent évidemment pas de nous satisfaire de la situation actuelle. Les améliorations sont toujours possibles. Ridley mentionne d'ailleurs l'existence de quelques exceptions à la baisse des prix observée dans la plupart des secteurs de l'économie : la santé et l'éducation. Des exceptions qui peuvent étonner jusqu'à ce que l'on se souvienne que ces industries font partie des activités non soumises à un régime de libre-concurrence.

Pour plus d'informations et de conseils de ce genre, c'est ici et c'est gratuit